

# **Internationalisme**

**(août-1946)**

**n°12**

## **La tache de l'heure formation du parti ou formation des cadres.**

### **Présentation**

Aujourd'hui, 36 ans après, il présente un intérêt, non seulement comme témoignage d'une période historique, celle qui s'est ouverte au lendemain de la guerre, mais aussi un intérêt d'actualité, quant au fond du débat soulevé dans ce texte sur le moment où s'ouvrent la nécessité et la possibilité d'un processus de la constitution du parti.

Pour ceux qui nient purement et simplement la nécessité du parti politique de classe, les questions de son rôle, de sa fonction et du moment de sa constitution, ne présentent évidemment aucun intérêt.

Il en va tout autrement pour ceux qui ont compris et acceptent l'idée du Parti comme une nécessité qui se manifeste pour la classe ouvrière dans sa lutte historique contre l'ordre capitaliste. Pour ces militants et dans le cadre de la compréhension de cette nécessité, situer le problème de la constitution du Parti dans le cours historique est une question de la plus grande importance, car elle se rattache à la conception-même qu'on a du Parti: le Parti est-il le produit de la stricte volonté d'un groupe de militants ou le produit de la classe en lutte?

Dans le premier cas, le Parti peut se construire et exister dans n'importe quel moment, dans le deuxième cas son existence et sa construction sont nécessairement liées aux périodes de flux et de reflux de la lutte de classe du prolétariat.

Dans le premier cas, nous avons à faire à une vision volontariste, idéaliste de l'Histoire, dans le second, à une vision matérialiste, déterministe de l'Histoire et de sa réalité concrète.

Que l'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit là nullement de spéculations abstraites. Loin d'être un débat oiseux sur les mots et les noms à donner à l'organisation, Parti ou Fraction (groupe), ce débat implique des démarches diamétralement opposées. La démarche erronée, la non compréhension du moment historique de la proclamation du Parti, implique nécessairement la conséquence pour l'organisation révolutionnaire, de vouloir être ce qu'elle ne peut pas encore être, et de ne pas être ce qu'elle devrait être. En prenant des vessies pour des lanternes, en s'agitant en guise d'agir, en se drapant de «principes» devenus des dogmes à la place d'une ferme défense des positions politiques claires, acquises à la lumière de l'examen critique des expériences, une telle organisation, à la recherche à tout prix d'une audience immédiate, se trouve non seulement en porte-à-faux de la réalité présente mais compromet encore plus son devenir en négligeant ses vraies tâches à plus long terme, et ouvre toutes grandes ses portes à l'opportunisme et à toutes sortes de compromissions politiques.

C'est là-dessus que portait la critique d'Internationalisme en 46, et 36 années d'activité du Parti bordiguiste sont là pour confirmer pleinement la validité de celle-ci.

Certaines formulations d'Internationalisme peuvent prêter le flanc à des malentendus. Il en est ainsi de la formulation: "Le Parti, c'est l'organisme politique que se donne le prolétariat au travers de l'activité duquel le prolétariat unifie ses luttes..." (page 2). Ainsi formulé, cela laisserait entendre que le Parti est l'unique moteur de cette unification des luttes, ce qui ne correspond pas à la position exacte défendue par Internationalisme comme le montre une lecture attentive de la Revue. Ce qu'on doit comprendre dans cette formulation c'est qu'une des tâches majeures du Parti est d'être un facteur, le facteur conscient œuvrant comme tel dans le processus de l'unification des luttes de la classe en les orientant "vers une lutte frontale en vue de la destruction de l'État et de la société capitaliste et à l'édification de la société communiste" (ibid).

En ce qui concerne une troisième guerre, elle ne s'est pas réalisée selon la perspective d'Internationalisme, en une guerre généralisée mais en une succession de guerres localisées et périphériques dites de "libération" et d'"indépendance" nationale ou de décolonisation, mais toujours sous l'égide et les exigences des intérêts des grandes puissances en lutte pour l'hégémonie mondiale.

Il reste néanmoins fondamentalement vrai que la seconde guerre mondiale a débouché, comme l'avait annoncé **Internationalisme**, sur une longue période de réaction et de profond reflux de la lutte de classe qui a duré jusqu'à la fin de la période de reconstruction.

Certains lecteurs pourront peut-être être choqués par les termes de "formation de cadres" qu'Internationalisme annonçait comme "la tâche de l'heure" à l'époque. Sous ce terme on entend aujourd'hui la formation de forces d'encadrement du prolétariat. A l'époque et sous la plume d'Internationalisme, la "formation des cadres" signifiait que la situation ne présentait pas les conditions nécessaires pour permettre aux révolutionnaires d'exercer une large influence dans les masses ouvrières, et de ce fait, le travail de recherche et d'élaboration théorique prenait inévitablement le pas sur le travail d'agitation.

Nous vivons aujourd'hui une toute autre période, une période de crise ouverte du capitalisme et de reprise de la lutte de classe. Une telle période pose à l'ordre du jour la nécessité et la possibilité de regroupement des forces révolutionnaires. Cette perspective ne saurait être assurée positivement par les groupes révolutionnaires existants et dispersés qu'en se dégageant résolument de toute théorisation de leur isolement passé; en ouvrant largement les portes à la confrontation des positions héritées du passé, et pas pour autant forcément valables aujourd'hui; en s'engageant consciemment dans un processus de décantation, ouvrant ainsi la voie à un regroupement des forces.

C'est cela la voie ouverte aujourd'hui à la reconstruction du Parti.

## **MOMENT DE LA CONSTITUTION DU PARTI**

Il existe deux conceptions sur la formation du Parti ; deux conceptions qui se sont heurtées depuis l'apparition historique du prolétariat c'est-à-dire non son existence en tant que catégorie économique, mais dans sa tendance à se poser en tant que classe indépendante, ayant une fonction et une mission propres à assumer dans l'histoire.

Ces deux conceptions peuvent être résumées brièvement de la manière suivante :

La première conception stipule que la formation du Parti relève essentiellement, sinon exclusivement, du désir des individus, des militants, de leur degré de conscience, en un mot cette conception voit dans la formation du Parti un acte subjectif et volontariste.

La deuxième conception considère la formation du Parti comme un moment de la prise de conscience, en rapport direct et étroit avec la lutte de la classe ; du rapport de forces existant entre

les classes, tel qu'il résulte, dans une situation donnée, des luttes passées, de la situation économique, sociale et politique présente, et de l'orientation générale de la lutte de classe, en connexion avec les perspectives immédiates et lointaines.

La première conception, essentiellement subjective et volontariste se rattache d'une façon plus ou moins consciente à une conception idéaliste de l'histoire ; le Parti cesse d'être déterminé, il devient un phénomène indépendant, libre, se déterminant lui-même, et de ce fait, le moteur déterminant de la lutte de classe, de l'évolution de la lutte de classe.

Nous trouvons des défenseurs acharnés de cette conception dans le mouvement ouvrier, depuis sa naissance tout au long de son long développement, jusqu'à nos jours.

Weitling et Blanqui furent les figures les plus représentatives de cette tendance, à l'aube du mouvement ouvrier.

Quelle que puisse être la grandeur de leur erreur, et la critique sévère et méritée qu'en fit Marx, nous devons les considérer, eux et leurs erreurs, comme des produits historiques ; ce qui ne nous empêche pas de reconnaître, comme le fit Marx lui-même, leur immense apport dans le mouvement, par leur valeur révolutionnaire incontestable, leur dévouement à la cause de l'émancipation, et leur mérite de pionniers, insufflant partout et toujours dans les masses, l'ardente volonté de destruction de la société capitaliste.

Mais ce qui fut un défaut chez Weitling et chez Blanqui, leur méconnaissance des lois objectives du développement de la lutte de classe, devait devenir chez les continuateurs de cette conception, la base de leur activité. Le volontarisme se transformait chez ces derniers en un aventurisme caractérisé.

Les représentants typiques sont incontestablement, aujourd'hui, le trotskisme et tout ce qui s'y rattache. Leur action et agitation ne connaissent pas d'autres limites que celles de leur imagination et caprice.

On construit et on dissout des "partis" et des "internationales" à volonté ; on lance des mots d'ordre, on agite et on s'agite tout comme un malade pris de convulsions.

Plus près de nous, nous trouvons les R.K.D [1] et les C.R. [2], qui ayant séjourné trop longtemps dans le trotskisme, d'où ils ne se sont dégagés que très tard, reproduisant encore, cette agitation pour l'agitation, c'est-à-dire l'agitation dans le vide, faisant de cela le fondement de leur existence en tant que groupe.

La deuxième conception peut être définie comme objectiviste et déterministe. Non seulement elle considère le Parti déterminé historiquement, mais encore elle considère son existence et sa constitution déterminées aussi immédiatement, contingentement, présentement. Pour que le Parti puisse exister effectivement, il ne suffit pas de démontrer sa nécessité en général, mais il faut qu'il repose sur des conditions présentes, immédiates, telles, qui rendent son existence possible et nécessaire.

Le Parti, c'est l'organisme politique que se donne le prolétariat, au travers de l'activité duquel le prolétariat unifie ses luttes, et les oriente vers une lutte frontale, en vue de la destruction de l'État et de la société capitaliste, et en vue de l'édification de la société communiste.

En l'absence d'un cours de développement réel de la lutte de classe qui a ses racines, non dans la volonté des militants révolutionnaires mais dans la situation objective, en l'absence des luttes de classe ayant atteint un degré avancé de crise sociale, le Parti ne peut exister, son existence est inconcevable. [3]

Le Parti ne peut se construire dans une période de stagnation de la lutte de classe. Il n'existe aucun exemple de constitution de parti révolutionnaire dans ces conditions dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. Par contre, l'histoire nous apporte une série d'exemples où les partis construits dans des périodes de stagnation, ne parviennent jamais à influencer et à diriger effectivement les

mouvements de masse de la classe. Restent des formations qui n'ont de parti que le nom, et leur nature artificielle fait qu'au lieu d'être un élément de futur parti ils deviennent un handicap à sa construction. De telles formations sont condamnées à n'être que de petites sectes dans tout le sens du terme, et qui ne sortent de leur état de secte que pour tomber, ou dans l'aventurisme et le donquichottisme, ou à évoluer dans le plus crasseux opportunisme. La plupart du temps elles tombent dans les deux à la fois, (voir le trotskisme).

## **LA POSSIBILITÉ DU MAINTIEN DU PARTI DANS UNE PÉRIODE DE REFLUX**

Ce que nous venons de dire plus haut pour la constitution du Parti est également vrai pour le maintien d'un parti, après des défaites décisives, dans une période de reflux révolutionnaire prolongée.

C'est à tort qu'on citerait l'exemple du parti bolchevik comme démenti à notre affirmation. C'est là une vue formelle.

Le parti bolchevik qui se maintient après 1905 ne peut être considéré comme un PARTI mais comme une FRACTION du PARTI social-démocrate russe, lui-même disloqué en plusieurs fractions et tendances.

C'est à cette condition que la fraction bolchévik pouvait subsister et servir de noyau central à la constitution du parti communiste en 1917. Tel est le sens réel de l'histoire du parti bolchévik.

La dissolution de la 1ère Internationale nous montre que Marx et Engels ont eu une conscience aiguë de l'impossibilité du maintien de l'organisation internationale révolutionnaire de la classe dans une période prolongée de reflux. Il est vrai que les esprits bornés et formalistes voient dans la dissolution de la 1ère Internationale l'effet d'une manœuvre de Marx contre Bakounine.

Nous n'entendons pas entrer ici dans la question de procédure ni de justifier en tous points la manière dont Marx s'y est pris.

Que Marx ait vu dans les bakouninistes un danger menaçant l'Internationale et ait entrepris une lutte pour l'écarter est absolument exact (et nous sommes de ceux qui estimons que Marx avait absolument raison sur le fond. L'anarchisme depuis, a eu l'occasion de révéler plus d'une fois sa nature idéologique foncièrement petite-bourgeoise).

Mais ce ne fut pas ce danger qui le convainquit de la nécessité de la dissolution de l'organisation.

A maintes reprises, au moment de la dissolution et par la suite, Marx s'est expliqué à ce sujet. C'est à la fois lui faire une injure gratuite et lui attribuer une force démoniaque que de voir dans la dissolution de la 1ère Internationale le simple effet d'une manœuvre, d'une intrigue personnelle. Il faut vraiment être aussi borné que James Guillaume, pour voir dans les événements d'une importance historique, le simple produit de la volonté des individus. Au delà de la légende anarchiste il faut voir et saisir la signification de la dissolution de la 1ère Internationale.

Et on saisit cette signification en rapprochant ce fait d'autres disparitions et dissolutions des organisations politiques dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Ainsi, le profond changement de la situation sociale et politique survenu, qui se produit en Angleterre au milieu du XIXème siècle entraîne la dislocation et la disparition du mouvement chartiste.

Un autre exemple est celui de la dissolution de la Ligue Communiste après les années orageuses de la révolution de 1848-50. Tant que Marx croit que la période révolutionnaire n'est pas encore passée, en dépit de lourdes défaites et des échecs subis, il tend à maintenir la Ligue, à regrouper les cadres dispersés, à renforcer l'organisation. Mais dès qu'il s'est convaincu de la fin de la période révolutionnaire, de l'ouverture d'un long cours historique réactionnaire, il proclame l'impossibilité du maintien du parti, il se prononce pour un repli de l'organisation vers des tâches plus modestes,

moins spectaculaires et plus réellement fécondes : l'élaboration théorique et la formation des cadres.

Il n'y a vraiment pas eu nécessité de l'existence de Bakounine, ni besoin de "manœuvres urgentes" pour que Marx, 20 ans avant, comprenne l'impossibilité de l'existence d'un parti et d'une internationale dans une période révolutionnaire.

25 ans après, Marx, rappelant la situation de 1850-51 et les luttes de tendances qui se produisirent au sein de la Ligue Communiste, écrit :

- *"La répression violente d'une révolution laisse dans les esprits des acteurs de cette révolution, de ceux en particulier qui ont été chassés de leur patrie et jetés dans l'exil, une commotion telle que même les personnalités de valeur deviennent pour un temps plus ou moins long, en quelque sorte irresponsables. Ils ne peuvent s'accommoder de la marche qu'a prise l'histoire et ils ne veulent pas comprendre que la forme du mouvement s'est modifiée..."* (Epilogue aux révélations sur le procès des communistes de Cologne, 8 janvier 1875)

Dans ce passage nous trouvons la pensée fondamentale de Marx s'élevant contre ceux qui ne veulent pas comprendre que la forme du mouvement, de l'organisation politique de la classe, les tâches de l'organisation, ne restent pas toujours identiques, elles suivent la situation et se transforment, se modifient avec les changements survenus dans la situation objective. Pour réfuter ceux qui voudraient voir dans ces lignes une justification a posteriori, il n'est pas sans intérêt de citer les arguments de Marx, tels qu'il les a formulés au moment même de la lutte contre la Fraction Willich-Schapper. Dans l'exposé des motifs de sa proposition de scission qu'il a présenté au Conseil Central de la Ligue le 15 septembre 1850 Marx disait entre autres :

- *"A la place de la conception critique, la minorité met une conception dogmatique et à la place de la conception matérialiste une conception idéaliste. Au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution. ..*
- *.. . Vous leur dites (aux ouvriers), "il nous faut immédiatement arriver au pouvoir ou bien nous n'avons qu'à dormir sur nos deux oreilles."*
- *... De même que les démocrates ont fait du mot peuple une entité sacrée, vous faites, vous, une entité sacrée du mot prolétariat. Tout comme les démocrates, vous substituez à l'évolution révolutionnaire, la phraséologie révolutionnaire. "*

Nous dédions ces lignes tout particulièrement aux camarades tels que R.K.D, et C.R. qui pendant longtemps nous ont reproché de ne pas vouloir "construire" le parti nouveau.

Dans la lutte contre l'aventurisme du trotskisme que nous avons soutenue depuis 1932, dans la question de formation du nouveau parti et de la IVème Internationale, le R.K.D. voyait surtout on ne sait quelle "hésitation" subjective. Le R.K.D. n'a jamais compris la notion de "Fraction" c'est-à-dire une organisation particulière, avec des tâches particulières correspondant à une situation particulière dans laquelle ne peut exister ni être constitué le parti. Cette notion de "Fraction" le R.K.D. n'a jamais fait d'effort pour le comprendre. Il préférerait se livrer à la traduction simpliste étymologique du mot "Fraction" pour voir dans le "bordiguisme" des "redresseurs" de l'ancien parti. Ils appliquaient à la Gauche Communiste, la mesure de leur nature propre, la mesure trotskiste par excellence : "On est pour le redressement de l'ancien parti, ou on est pour la proclamation du nouveau parti".

La situation objective et les tâches des révolutionnaires, en correspondance avec la situation, cela est bien trop prosaïque, trop compliqué pour ceux qui se plaisent dans la facilité de la phraséologie révolutionnaire, La lamentable expérience de l'organisation C.R. ne semble avoir guère profité à ces camarades. Dans l'échec de l'O.C.R. ils ne voient pas la rançon de la formation précipitée d'une organisation qu'ils voulaient achevée, et qui fut en réalité artificielle, hétérogène, groupant des militants sur un vague programme d'action, imprécis et inconsistant. Ils attribuent leur échec à une mauvaise qualité de l'élément humain, ne voyant surtout pas l'échec en corrélation avec l'évolution

de la situation objective.

## LA SITUATION PRÉSENTE

Il peut paraître étrange à première vue que des groupes se réclamant de la Gauche Communiste Internationale, et qui pendant des années ont combattu avec nous l'aventurisme trotskiste de la création artificielle de nouveaux partis aient enfourché aujourd'hui ces mêmes dadas et soient devenus les champions de cette construction à un rythme accéléré.

On sait qu'en Italie existe déjà le Parti Communiste Internationaliste, qui quoique très faible numériquement, tend néanmoins à jouer le rôle du parti. Les récentes élections à la Constituante auxquelles participait le PCI d'Italie, ont révélé l'extrême faiblesse de son influence réelle sur les masses, ce qui nous montre que ce parti n'a guère dépassé les cadres restreints d'une fraction. La Fraction belge de son côté, lance des appels pour la construction du nouveau parti. La FFGC, récente formation sans base de principe bien définie emboîte le pas et se donne pour tâche pratique la construction du nouveau parti en France.

Comment expliquer ce fait? Cette nouvelle orientation? Qu'un certain nombre d'individualités [4] qui ont rejoint ce groupe récemment ne fassent qu'exprimer leur incompréhension, leur non assimilation de la notion de la "fraction", qu'il continuent à exprimer dans les divers groupes de la GCI les conceptions trotskistes qu'ils ont eues hier et qu'ils continuent à professer sur le Parti, aucun doute à cela.

D'autre part, il est également exact de voir dans la contradiction existant entre l'énonciation théorique abstraite et la politique pratique, concrète, dans la question de la construction du parti, une contradiction supplémentaire dans le lot des contradictions dont se sont rendus coutumiers ces groupes. Cependant tout cela n'explique pas encore la conversion de l'ensemble de ces groupes. Cette explication doit être recherchée dans l'analyse qu'ils font de la situation présente et les perspectives qu'ils entrevoient.

On connaît la théorie sur "**l'économie de guerre**" professée avant et pendant la guerre par la tendance Vercesi dans la GCI. D'après cette théorie, l'économie de guerre et la guerre sont des périodes de plus grand développement de la production, de l'essor économique. Il en résultait qu'aucune crise sociale ne peut surgir pendant cette période de "prospérité". Il fallait attendre "la crise économique de l'économie de guerre", c'est-à-dire le moment où la production de guerre ne parviendrait plus à répondre au besoin de la consommation de la guerre, la pénurie des moyens matériels à la poursuite de la guerre, pour que cette crise nouvelle ouvre la crise sociale et la perspective révolutionnaire.

Il était logique, d'après cette théorie, de voir toute possibilité d'éclosion de convulsions sociales pendant la guerre. De là aussi la négation absolue et obstinée de toute signification sociale dans les événements de juillet 43 en Italie [5] De là également l'incompréhension totale de la signification de l'occupation de l'Europe par les forces armées des alliés et Russes, et plus particulièrement l'importance qu'acquerrait la destruction systématique de l'Allemagne, la dispersion du prolétariat allemand transformé en prisonnier de guerre, exilé, disloqué rendu momentanément inoffensif et incapable de tout mouvement indépendant.

Pour ces camarades, la reprise de la lutte de classe, et encore plus précisément, l'ouverture d'un cours ascendant de la révolution ne pouvait se faire qu'après la fin de la guerre, non parce que le prolétariat était imprégné d'une idéologie nationaliste patriotique mais parce que les conditions objectives d'une telle lutte ne pouvaient exister dans la période de guerre. Cette erreur démentie par l'histoire (la Commune de Paris et la révolution d'Octobre) et partiellement dans cette guerre-ci (se rappeler les convulsions sociales des événements de 43 en Italie et certaines manifestations de l'esprit défaitiste dans l'armée allemande au début de 45 devait être fatalement doublée par une erreur non moins grande que la période de l'après-guerre ouvre automatiquement un cours de

reprise de luttes de classe et de convulsions sociales.

La formulation théorique la plus achevée de cette erreur a été donnée par la Fraction belge dans l'article de Lucaïn publié dans ***L'Internationaliste***. D'après son schéma, dont il veut de force faire endosser à Lénine la paternité, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, reste vraie, à condition que l'on élargisse cette position à la période de l'après-guerre. En d'autres termes, c'est dans la période d'après-guerre que se réalise la transformation de la guerre en guerre civile.

Une fois cette théorie systématisée et postulée, tout deviendra simple et il ne restera plus qu'à examiner l'évolution de la situation et des événements au travers et partant d'elle.

Ainsi l'analyse de la situation présente serait celle d'une situation de transformation en guerre civile. Partant de cette analyse centrale, on proclamera la situation en Italie particulièrement avancée, justifiant la constitution immédiate du Parti, on verra dans les troubles aux Indes et en Indonésie ou dans d'autres colonies, dont les ficelles sont étroitement tenues par les divers impérialismes en compétition et par la bourgeoisie indigène, la manifestation du commencement de la guerre civile anti-capitaliste. Le massacre impérialiste en Grèce fera aussi partie de la révolution en marche. Inutile de dire que l'idée ne leur viendra pas de mettre un seul instant en doute le caractère révolutionnaire des grèves en Amérique et en Angleterre, et même celles de France. Récemment ***L'Internationaliste*** a salué la formation de cette petite chapelle qu'est la CNT en France, comme un indice "entre autres" de l'évolution révolutionnaire de la situation en France. La FFGC ira jusqu'à prétendre que la reconduction du tripartisme gouvernemental s'est faite en fonction de la menace de classe du prolétariat, et insistera sur la haute signification objective qu'acquiert l'adhésion de quelques cinq camarades du groupe "Contre le Courant" [6] à leur groupe.

Une telle analyse de la situation, avec la perspective de batailles de classe décisives dans le proche avenir, conduit tout naturellement ces groupes à l'idée de la nécessité urgente de construire le plus rapidement possible le Parti. Cela devient la tâche présente, la tâche du jour, sinon de l'heure.

Le fait que le capitalisme international ne semble nullement inquiet de cette menace de lutte du prolétariat qui pèserait sur lui, et se livre tranquillement à ses affaires, à ses intrigues diplomatiques, à ses rivalités internes, à ses conférences de paix dans lesquelles il étale publiquement ses préparatifs de guerre prochaine, tout cela ne pèse pas lourd dans l'analyse de ces groupes.

On n'exclue pas complètement l'éventualité d'une prochaine guerre, d'abord parce que cela peut servir de thème de propagande et ensuite parce que se souvenant de l'aventure de 37-39, où également on niait la perspective de la guerre mondiale, on préfère être plus prudent cette fois-ci et se laisser une porte de sortie pour le cas échéant. De temps à autre on dira, à la suite du PCI d'Italie, que la situation en Italie est réactionnaire, mais cela ne portera pas à conséquence et restera une phrase épisodique, sans rapport avec l'analyse fondamentale de la situation qui mûrit "lentement mais sûrement" vers des explosions révolutionnaires décisives.

Cette analyse est également partagée par d'autres groupes comme le CR qui oppose à la perspective objective de la 3ème guerre impérialiste celle de la révolution inévitable, ou encore celle du RKD qui, plus prudent, se réfugie dans la théorie du double cours, de la croissance parallèle et simultanée du cours de la révolution et du cours de la guerre. Le RKD n'a évidemment pas encore compris que la croissance du cours vers la guerre est en premier lieu conditionnée par l'affaiblissement du prolétariat et l'éloignement de la menace de la révolution, à moins d'épouser la théorie de la tendance Vercesi avant 39 pour qui la guerre impérialiste n'est pas une lutte d'intérêt entre les différents impérialistes, mais un acte de plus haute solidarité impérialiste en vue du massacre du prolétariat, une guerre de classe directe du capitalisme contre la menace révolutionnaire du prolétariat. Les trotskistes qui donnent également la même analyse, paraissent infiniment plus logiques avec eux-mêmes, car pour eux il n'y a pas nécessité de nier la tendance vers la 3ème guerre, la prochaine n'étant pour eux que la lutte armée généralisée entre le capitalisme d'une part et le prolétariat groupé autour de "l'État Ouvrier" russe de l'autre.

En fin de compte, ou on confond d'une façon ou d'une autre la prochaine guerre impérialiste avec la guerre de classe, ou on minimise la menace de la guerre en la faisant précéder d'une indispensable période de grandes luttes sociales et révolutionnaires. Dans le deuxième cas, l'aggravation des antagonismes inter impérialistes, l'accélération des préparatifs de guerre auxquels nous assistons est expliquée par une myopie, une inconscience dans laquelle se trouve, le capitalisme mondial et ses chefs d'État.

On peut rester bien sceptique sur une analyse basée sur nulle autre démonstration que son désir propre, s'accordant le bénéfice d'une clairvoyance tandis qu'on attribue généreusement à l'ennemi de classe un aveuglement total. Le capitalisme mondial a plutôt donné des preuves d'une conscience autrement plus aigüe des réalités que le prolétariat. Sa conduite en 43 en Italie et en 45 en Allemagne, prouve qu'il a diablement bien assimilé les enseignements de la période révolutionnaire de 1917, bien mieux que ne le fit le prolétariat et son avant-garde. Le capitalisme a appris à mater le prolétariat non seulement par la force mais à écarter le danger en utilisant le mécontentement même des ouvriers et en dirigeant ce mécontentement vers un sens capitaliste. Il a su faire, avec les armes d'hier du prolétariat, des chaînes contre lui. Il suffit de constater que le capitalisme se sert volontiers aujourd'hui des syndicats, du marxisme, de la Révolution d'Octobre, du socialisme, communisme, anarchisme, du drapeau rouge, du 1er mai, comme moyens les plus efficaces pour duper le prolétariat. La guerre de 39-45 fut menée au nom de "l'antifascisme" qui a été déjà expérimenté dans la guerre espagnole. Demain c'est sous le drapeau de la lutte contre le fascisme russe ou au nom de la Révolution d'Octobre que les ouvriers seront, une fois de plus, jetés sur le champ de bataille.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, libération nationale, reconstruction, revendications "économiques", participation ouvrière à la gestion, contrôle ouvrier, et autres slogans du même acabit, sont devenus les moyens les plus efficaces du capitalisme pour la destruction de la conscience de classe du prolétariat. C'est avec ces slogans qu'on mobilise les ouvriers dans tous les pays. Les troubles qui éclatent de ci de là, et les grèves restent dans ce cadre et ont pour résultat un plus grand enchaînement des ouvriers à l'État capitaliste.

Dans les colonies, les masses se font massacrer dans une lutte, non pour la destruction de l'État mais pour sa consolidation, son indépendance à l'égard de la domination d'un impérialisme au bénéfice d'un autre impérialisme. Aucun doute possible sur la signification du massacre en Grèce, quand nous voyons l'attitude protectrice que prend la Russie, quand nous voyons Jouhaux devenir l'avocat de la CGT grecque en conflit avec le gouvernement. En Italie les ouvriers "luttent" contre la monarchie au nom de la république, ou se font massacrer mutuellement pour la question de Trieste. En France, les ouvriers donnent le spectacle écœurant de défiler en bleu de travail au pas cadencé, dans le défilé militaire du 14 juillet. Telle est la réalité prosaïque de la situation présente.

\*            \*

\*

Il n'est pas vrai que les conditions pour la reprise de la lutte de classe, se présentent dans l'après guerre. **Quand le capitalisme a "terminé" une guerre impérialiste mondiale qui a duré 6 ans sans voir l'embrasement d'une révolution, cela signifie la défaite du prolétariat et que nous ne sommes pas à la veille de grandes luttes révolutionnaires mais à la veille d'une défaite. Cette défaite a eu lieu en 45,** dans la destruction physique du centre de la révolution que représentait le prolétariat allemand, et elle fut d'autant plus décisive que le prolétariat mondial n'avait même pas pris conscience de la défaite qu'il venait de subir.



\*       \*

\*

Le cours vers la 3ème guerre impérialiste mondiale est ouvert. Il faut cesser de jouer à l'autruche et chercher à se consoler en ne voulant pas voir la gravité du danger. Dans les conditions présentes, nous ne voyons pas la force susceptible d'arrêter ou de modifier ce cours, La pire chose que peuvent faire les faibles forces des groupes révolutionnaires c'est de lever le pied dans un cours de marche descendant. Fatalement ils aboutiront à se briser le cou.

La Fraction belge croit être quitte en disant que, si la guerre éclate, cela prouverait que la formation du parti aurait été prématurée. Quelle naïveté ! Cela ne se fera pas impunément, il faudra payer chèrement l'erreur.

En se jetant dans l'aventurisme de la construction prématurée et artificielle de partis, on commet, non seulement une erreur d'analyse de la situation, mais on tourne le dos à la tâche présente des révolutionnaires, on néglige l'élaboration critique du programme de la révolution, on abandonne l'œuvre positive de formation de cadres.

Mais il y a encore pire, et les premières expériences du parti en Italie sont là pour nous le confirmer. Voulant à tout prix jouer au parti dans une période réactionnaire, voulant à tout prix faire du travail de masse, on descend au niveau de la masse, on lui emboîte le pas, on participe au travail syndical, on participe aux élections parlementaires, on fait de l'opportunisme.

A l'heure présente, l'orientation de l'activité vers la construction du Parti ne peut être qu'une orientation opportuniste.

Que l'on ne vienne pas nous reprocher d'abandonner la lutte quotidienne des ouvriers, de nous extraire de la classe. On ne reste pas avec la classe parce qu'on s'y trouve physiquement et encore moins en voulant garder à tout prix la liaison avec les masses, liaison qui, en période réactionnaire, ne peut être maintenue qu'au prix d'une politique opportuniste. Que l'on ne vienne pas nous reprocher de vouloir nous isoler dans notre tour d'ivoire, nous accuser de tendre vers des sectes de doctrinaires qui renoncent à toute activité, après nous avoir accusés d'activisme dans les années 43-45.

Le sectarisme n'est pas l'intransigeance de principes, ni la volonté d'études critiques, ni même le renoncement momentané à un large travail extérieur. Le vrai caractère du sectarisme est sa transformation du programme vivant en un système mort, les principes guidant l'action en dogmes, que cela soit braillé ou chuchoté.

Ce que nous proclamons nécessaire dans la période réactionnaire présente, c'est le besoin de faire des études objectives, de comprendre la marche des événements, leurs causes, et œuvrer pour les faire comprendre à un cercle d'ouvriers forcément restreint dans une période de réaction.

La prise de contact entre les groupes révolutionnaires de divers pays, la confrontation de leurs idées, la discussion internationale organisée en vue de la recherche d'une réponse aux problèmes brûlants, soulevés par l'évolution, un tel travail est autrement plus fécond, et se rattache autrement à la classe, que la vaine agitation creuse, dans le vide.

La tâche de l'heure des groupes révolutionnaires est la formation des cadres, tâche moins tapageuse, moins portée à des succès faciles, immédiats et éphémères, et infiniment plus sérieuse, car la formation des cadres aujourd'hui est la condition et la garantie du FUTUR PARTI DE LA REVOLUTION.

Marco.

## Notes

[1] (NdE) R.K. D. (Communistes Révolutionnaires d'Allemagne), Groupe trotskiste autrichien qui s'est opposé à la fondation d'une 4ème Internationale lors de la Conférence Internationale qui l'avait proclamée en 1938, l'estimant largement prématurée. Ce groupe en exil prendra de plus en plus de distance par rapport à cette Internationale (et notamment en ce qui concerne la participation à la 2ème guerre sous prétexte de défense de l'URSS) et finalement contre la théorie de l'État ouvrier dégénéré, chère au trotskisme. Ce groupe en exil avait le mérite politique incontestable de mener une campagne intransigeante contre la guerre impérialiste et contre toute participation, sous quelque prétexte que ce soit. A ce titre il a pris contact avec la Fraction de la Gauche Communiste Italienne et Française durant la guerre et a participé à la publication, en mai 45, d'un tract en commun avec la Fraction française, adressé aux ouvriers et aux soldats de tous les pays, et en plusieurs langues, dénonçant la campagne chauvine lors de la "libération" de la France et appelant au défaitisme révolutionnaire et à la fraternisation. Après la guerre ce groupe s'est rapidement orienté vers l'anarchisme dans lequel il finit par se dissoudre.

[2] (NdE) Le C.R. (Communistes Révolutionnaires) est un groupe de trotskistes français que le R.K.D. a réussi à détacher du trotskisme vers la fin de la guerre et qui a suivi une évolution identique au R.K.D. Ces deux groupes ont participé à la Conférence Internationale en 47-48 réunie en Belgique à l'initiative du groupe de la Gauche Hollandaise, qui réunissait tous les groupes restés internationalistes et qui rejetaient toute participation à la guerre.

[3] Il faut absolument se garder contre une erreur couramment commise et qui consiste à identifier le Parti avec l'activité toujours possible et nécessaire des groupes révolutionnaires et le déterminisme avec un fatalisme impuissant et désespéré. La tendance Vercesi de la G.C.I., est tombée dans cette erreur pendant la guerre.

Considérant que les conditions du moment ne permettaient, ni l'existence d'un parti, ni l'entreprise d'une large agitation dans les masses, elle a conclu à la condamnation de tout travail révolutionnaire et a nié la possibilité de l'existence même des groupes révolutionnaires. Elle a oublié que les hommes ne sont pas simplement des produits de l'histoire mais que... *"Les hommes font leur propre histoire."*(Marx)

L'action des révolutionnaires est forcément limitée par les conditions objectives. Mais cela n'a rien à voir avec les cris désespérés du fatalisme : quoi que tu fasses tu n'arriveras à rien.

Le marxisme révolutionnaire au contraire dit : *"En prenant conscience des conditions existantes et agissant dans leurs limites dans un sens révolutionnaire, on fait de sa participation une force complémentaire réagissante qui à son tour influence et est susceptible de modifier le cours de événements."* (Trotsky - *Cours nouveau*-)

[4] (NdE) Il s'agit des anciens membres de l'Union Communiste, groupe qui publiait ***L'Internationale*** dans les années 30 et qui a disparu à la déclaration de la Guerre en 1939.

[5] (NdE) Chute du régime de Mussolini et refus des masses ouvrières de continuer la guerre.

[6] (NdE) Un petit groupe qui s'est constitué après la guerre qui a connu une existence éphémère, et dont les membres, après un bref passage au P. C.I se sont disloqués.

## **LA GREVE DES POSTIERS : CHAMP DE MANŒUVRES ELECTORALES**

### Origine du tournant à gauche de la CGT

Après s'être violemment opposée pendant un an à toute lutte revendicative, à toute demande de réajustement des salaires, la CGT brusquement a lancé la campagne pour les 25%. Cela s'est fait en pleine période électorale. On se rappellera qu'au Comité National de la CGT qui s'est réuni avant les élections et le Référendum, la majorité de la direction syndicale, servilement soumise aux directives du Parti Communiste Français, a énergiquement combattu les timides interventions des anciens chefs réformistes en faveur d'une augmentation des salaires.

*"Dans les conditions présentes de l'économie nationale ruinée"*, disaient les chefs staliniens, l'amélioration des conditions de vie des ouvriers ne peut se faire qu'à travers l'augmentation de la production. Il faut d'abord restaurer l'économie nationale, reconstruire le potentiel industriel du pays, amener la production à un niveau supérieur et pour cela il faut que les ouvriers travaillent toujours plus, augmentent leur rendement horaire et journalier ; il faut qu'ils consentent des sacrifices.

Les revendications ouvrières ne pouvant que troubler la production, il fallait les empêcher de s'exprimer. Ils expliquaient en long et en large que l'augmentation des salaires aurait des répercussions graves sur les prix de revient et que cela pousserait finalement à l'inflation.

C'est la belle époque où Croizat, à la fois Secrétaire de la Fédération des Métaux et Ministre du Travail, se fait l'insulteur des ouvriers du Livre et brise leur grève. Cette politique est d'ailleurs partagée par toute la bourgeoisie et plus précisément par le Parti Socialiste qui, par la bouche de Gouin, chef du gouvernement, et Philip, Ministre des Finances, préconise une politique sévère de compression, de déflation qui comporte "malheureusement" des sacrifices pour les ouvriers et les fonctionnaires.

Mais voilà qu'au Référendum les Partis "ouvriers" subissent un échec, eux qui croyaient s'installer à la direction du gouvernement pour de longues années. Il devient clair que la future Chambre sera encore une Chambre provisoire. Le MRP s'annonce être le grand parti vainqueur. Les staliniens se décident alors, sans que cela puisse présenter aucun danger pour la bourgeoisie, de jouer un peu à l'opposition, d'une part pour se faire une nouvelle virginité, d'autre part pour créer des difficultés au MRP et finalement pour préparer leur future campagne électorale.

Ainsi, après avoir dénoncé comme "provocateur", comme "hitléro-trotskiste", comme "agent des trusts" quiconque osait réclamer le relèvement des conditions de vie des ouvriers, après avoir dénoncé la grève comme moyen de provocation du patronat intéressé à saboter le redressement économique de la France, la CGT et sa clique dirigeante stalinienne découvrent subitement, entre le Référendum et les élections à la Constituante, la baisse du pouvoir d'achat des salaires et l'augmentation du coût de la vie. Manœuvre électorale évidente et moyen de chantage pour la répartition des portefeuilles ministériels, le PCF faisant de la revendication des 25% de la CGT la condition de leur participation ministérielle.

Tout l'appareil stalinien, si merveilleusement huilé, est mis en branle. Meetings, manifestations, parades se multiplient. Un langage de combat, que nous avons de puis longtemps perdu l'habitude d'entendre de la part des staliniens, est à nouveau repris par eux. Henaff, Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, jette la consternation en prononçant un discours virulent, menaçant le Gouvernement et le Patronat de l'action directe des masses et de grèves de luttes de classe.

Mais le ton baisse rapidement après l'arrangement survenu entre Bidault et le PCF, ce dernier acceptant la proposition de Bidault de limiter l'augmentation des salaires de base à 15%. La CGT, il est vrai, continue à maintenir sa revendication de 25% mais estime qu'un grand pas vers une entente avec le gouvernement était fait. Les staliniens ont eu "leur" victoire et peuvent se poser en défenseurs de la classe ouvrière.

### **Politique générale de l'inflation**

L'année 1945 fut l'année de dévaluations successives. Cela se soldait par une augmentation en flèche des prix et la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers.

L'année 1946 fut inaugurée sous le signe de la politique de stabilisation. Gouin-Philip criaient à la catastrophe imminente qui menaçait l'économie française. Il fallait pratiquer les plus sévères compressions dans les dépenses. Ce fut la politique de déflation. Il va de soi que ce programme fut exécuté à 100% en ce qui concerne la compression du ventre de l'ouvrier : blocage complet des salaires, restriction des rations alimentaires, débauchage massif des fonctionnaires et des employés des services publics. Quant aux autres mesures, comme la réduction des dépenses militaires, elles ne restent que des batailles démagogiques et les prix des marchandises continuaient à grimper.

Bidault-Schuman abandonnent aujourd'hui la politique brutale de déflation pour celle plus commode de l'inflation. A quelques mois des nouvelles élections qu'ils espéraient législatives, c'est-à-dire pour plusieurs (...???), aucun parti ne veut prendre sur lui la responsabilité des mesures impopulaires. Les socialistes ont payé cher aux dernières élections leur témérité. Ils ont si bien compris la leçon qu'à aucun prix ils n'ont voulu reprendre le portefeuille des finances qui leur a été offert. D'autre part le patronat n'y perd rien, une augmentation partielle et limitée des salaires devant servir de justification à une hausse massive des prix. On gagne ainsi à chaque coup.

Les mesures terribles contre le marché noir annoncées par le jacobin fanfaron Farge, Ministre du Ravitaillement, n'ont rien donné d'autre que la législation du marché noir. Le consommateur bourgeois n'aura plus le souci de se procurer son ravitaillement en douce ; il l'aura désormais à la portée de la main. La vente de certains articles devient libre mais au prix du marché noir.

Il faut constater que la revendication du réajustement des salaires de la CGT a rencontré un accueil plutôt favorable dans toute la presse capitaliste. Pendant qu'on tergiversait sur le pourcentage d'augmentation des salaires à accorder, pendant qu'on se réunissait dans des conférences économiques, des représentants qualifiés "ouvriers" du patronat et du gouvernement, déchaînait une course générale à la hausse des prix des marchandises.

Le gouvernement est enfin tombé d'accord avec la CGT sur une augmentation moyenne de 17% des salaires de base et du relèvement de l'abattement de base pour l'impôt passant de 40 à 60.000. Cette double augmentation pouvait d'autant plus être accordée d'avance qu'elle se trouvait annulée par la hausse des prix, qui dépasse largement ce misérable pourcentage.

Toute la campagne des 25% menée par la CGT s'avère finalement une vaste fumisterie destinée à duper les ouvriers. L'augmentation des salaires n'est que nominale et reste fictive mais elle a permis de créer un climat politique favorable pour la prochaine campagne électorale.

### **La grève des postiers**

La condition des fonctionnaires et des travailleurs des services publics est sans conteste bien inférieure à celle des travailleurs dans l'industrie privée. Sous divers prétextes, de classement et de calcul de retraite, d'indemnité, d'équilibre du budget etc., l'Etat exerce sur ses employés une pression et un contrôle bien plus lourds qui paralysent leur moyen de défense. Si les ouvriers de l'industrie privée parviennent partiellement et individuellement à contourner les rigueurs d'une politique de déflation et de blocage des salaires, les travailleurs de la fonction publique les subissent intégralement car, face à ces travailleurs, l'Etat patron possède toujours de redoutables moyens d'intimidation.

Le gouvernement Gouin-Philip a maintenu la tradition. Des salaires de 3800 Frs étaient chose courante pour les petits fonctionnaires. Les plus défavorisés parmi les fonctionnaires étaient les travailleurs des PTT qui n'avaient même pas la parité d'indemnité avec les travailleurs des autres administrations. Il était naturel que la politique de compression de Philip ait été la plus impopulaire parmi les fonctionnaires qui, à maintes occasions, manifestèrent leur impatience.

Une telle situation ne pouvait que favoriser les manœuvres des partis en vue de la préparation des prochaines élections. Schuman, Ministre des Finances MRP, présente un projet de loi pour la "revalorisation" des traitements des fonctionnaires ; Thorez, vice-Président du Conseil, présente un contre-projet. La discussion s'engage. Le "fond" du débat, la "revalorisation" des traitements des fonctionnaires, des gros ou des petits, les 40% qui ne sont que 25% ou les 25% qui font plus de 40%, tout cela n'a évidemment aucune importance ; les deux projets reviennent pratiquement au même. Mais le PCF essaie au moyen d'une demi-crise du Tripartisme et de beaucoup de considérations arithmétiques compliquées de se poser en seul défenseur des petits fonctionnaires. Pour soutenir cette manœuvre la Fédération des PTT (adhérente à la CGT), à direction stalinienne, décide pour le mercredi 31 juillet une "grève d'avertissement" d'une demi-journée.

C'est ici que l'affaire se corse par l'intervention, semble-t-il, d'un troisième larron. Lequel ? C'est ce que nous verrons plus loin.

Commençons par rappeler les faits. La demi journée "d'avertissement" passée, on apprend que dans divers endroits la grève continue. Le mouvement part, semble-t-il, de Lille, s'étend immédiatement à Clermont-Ferrand, Bordeaux, Marseille..., puis à différents bureaux de poste de Paris. La revendication essentielle que les grévistes mettent en avant n'est plus maintenant la revalorisation générale des traitements des fonctionnaires ; il s'agit du "reclassement" de la profession, c'est-à-dire d'obtenir pour les postiers les mêmes conditions de rémunération que pour les autres travailleurs de la fonction publique.

A partir de ce moment-là les événements se précipitent sous les yeux des staliniens éberlués. Le soir même du mercredi, un "Comité de grève National" est formé qui lance un appel à la grève générale des PTT et annonce son intention de poursuivre la grève jusqu'à l'obtention des revendications. Schuman se met en relation directe avec le Comité de grève, semblant ignorer l'existence de la Fédération des PTT.

Samedi, à la Constituante, le député socialiste Dagain soutient les revendications des postiers et défend le Comité de grève ("*nouveaux chefs du mouvement syndical*"... "*C'est dans l'action que se montrent véritablement les chefs...*"); cela sous les applaudissements des socialistes et les interruptions des staliniens.

Le PCF tente de briser la grève, dénonce les "manœuvres politiques", Monmousseau, dans **L'Humanité**, parle de "hitléro-trotskistes" et de "collaborateurs" mais finalement le PCF est obligé de se rallier, avec toute la Constituante, à la motion Dagain *"invitant le Gouvernement à rétablir la parité d'indemnités..."*

Le Gouvernement n'avait encore fait que des promesses. Cependant le Comité de grève décide de cesser la grève tout en recommandant aux postiers "la vigilance". L'ordre de reprise du travail est suivi à 100%.

La comédie est finie. Mais ses conséquences continuent à se développer. La presse bourgeoise antistalinienne parle, non sans quelque sympathie, d'une lutte entre la "base" et le "sommet" au sein de la CGT, d'une *"renaissance du syndicalisme"*, *"tendant à se dégager des tutelles politiques"*. Léon Blum, dans le **Populaire**, parle dans le même sens, allant même jusqu'à mettre directement en garde ses camarades du PS contre la tentation de vouloir imposer au syndicalisme une tutelle socialiste.

Pendant ce temps les comités de grève locaux s'emparent des directions syndicales ; le Comité de grève National convoque un congrès de la Fédération des PTT avec l'espoir justifié de s'installer à la place de la direction stalinienne discréditée. Notons que, dès le premier jour, le Comité de grève avait déclaré ne vouloir en aucun cas sortir du cadre syndical...

Quant aux staliniens, battus et pas contents, il ne leur reste qu'à essayer, sans grand espoir d'y parvenir, de s'attribuer le "succès" de la grève qu'ils ont combattue, en attendant l'occasion de prendre leur revanche.

### Les enseignements de la grève

Nous avons parlé plus haut d'un "troisième larron". Mais quel est-il ? Nous savons que beaucoup de camarades appartenant à la gauche du mouvement ouvrier répondront : le prolétariat ! Les uns salueront la vérification de leur conception syndicale "orthodoxe" et inviteront, plus que jamais, les ouvriers à "continuer la lutte" à l'intérieur de la CGT pour lui "rendre sa fonction de classe". Les autres salueront l'initiative des masses entrant en action par elles-mêmes en opposition avec le syndicat, se donnant des formes d'organisation (comités) extra-syndicales, bien que les grévistes n'aient pas eu conscience du caractère antisyndical de leur action. Les uns et les autres verront dans la grève des postiers un indice du réveil du prolétariat, engageant une action de classe dans le cadre revendicatif et aboutissant, sinon à une victoire, tout au moins à un "pas en avant"...

Mais si l'on envisage les faits de ce point de vue, il se pose un certain nombre de questions embarrassantes :

- Si les masses se réveillent et prennent l'initiative contre la volonté des chefs, comment se fait-il que les postiers aient tous obéi à l'ordre du Comité de grève ordonnant la reprise du travail avant d'avoir obtenu aucun avantage substantiel ?
- Diverses informations partielles semblent nous indiquer que les grévistes les plus combattifs se recrutaient parmi les employés, tandis que les éléments les plus prolétariens suivaient les consignes du PCF et s'opposaient à la grève. Comment expliquer ce curieux processus de "radicalisation" ?
- Surtout comment expliquer que, de toute la presse au service de la bourgeoisie, de tous les partis, de tous les députés au service du capital, seuls les staliniens aient dénoncé la grève ? Comment expliquer cette brusque sympathie de la bourgeoisie pour le prolétariat combattant ? Comment expliquer l'intérêt qu'un journal comme **Combat** porte à la "base" ? Comment expliquer la sollicitude inquiète de Léon Blum pour ce syndicalisme pur qui vient de se manifester ?
- Enfin cette grève a profité d'un concours de circonstances vraiment curieux. Qu'en juge ! Au congrès d'avril dernier de la Fédération des PTT, les staliniens s'étaient heurtés à une forte minorité "syndicaliste". Les socialistes, contrairement aux staliniens, ne semblent pas avoir marqué une surprise extrême devant la grève. Les postiers ne relèvent pas du Ministre du Travail Croizat mais du Ministre des finances MRP Schuman. Celui-ci ne semble pas se trouver, à cette occasion, en opposition violente avec le PS et lui non plus ne semble manifester ni surprise extrême ni hostilité profonde envers la grève : tout en *"déplorant"* *"l'extension de la grève"*, il déclare à la Constituante qu'il *"avait dès la mi-juillet pris contact avec les représentants des PTT"*. Peut-on vraiment penser que cet enchaînement de faits est dû au hasard ?

Considérons d'autre part les résultats effectifs de la grève. Les faits saillants qui en résultent sont, beaucoup plus que la "victoire" revendicative des postiers :

- le discrédit des staliniens parmi les travailleurs des PTT avec la perspective d'une prise en mains de la Fédération par une nouvelle équipe de "syndicalistes" ;
- une bonne propagande pour le Parti Socialiste.

En considérant tous ces faits, il est difficile d'échapper à l'idée qu'il s'agit d'une manœuvre habilement préparée par le PS avec l'accord du Ministre des finances MRP. Quant aux éléments "syndicalistes" plus ou moins "révolutionnaires" qui ont été portés en apparence à la tête du mouvement, il faut d'abord retenir que leur "syndicalisme révolutionnaire" ne les a pas empêchés de faire, dès le premier jour de la grève, une déclaration de fidélité à la patrie et d'organiser,

pendant toute la durée de la grève, un service spécial pour transmettre la correspondance de la Conférence des "21"...<sup>(1)</sup>

Le sens de ce "syndicalisme" est clairement révélé par l'article de Léon Blum auquel nous avons déjà fait allusion (le **Populaire** du 7 août) : le PS ne pouvant pas, comme le font les stalinien, dominer directement la CGT en la noyant, il s'appuie sur les "syndicalistes purs" pour faire échec au PCF. C'est leur tactique syndicale traditionnelle.

Pour ce qui est des éléments syndicalistes sincèrement révolutionnaires qui peuvent se trouver dans le Comité de grève, nous sommes obligés de constater qu'ils ont été les dupes de la manœuvre socialiste. Quand ils se trouveront portés à la direction de la Fédération syndicale, ils s'apercevront qu'ils n'ont pas d'autres possibilités que de se faire les agents directs de la bourgeoisie ou de se retirer.

Une telle manœuvre présente-t-elle pour la bourgeoisie un danger d'être dépassée par les masses ouvrières ? Tout est à deux tranchants et la possibilité abstraite d'un tel danger existe toujours. Mais il est remarquable que la seule voix de la bourgeoisie qui ait fait allusion à un tel danger soit celle du journal **l'Ordre** dont les attaches stalinien sont d'ailleurs connues. Il est vrai que, dans certains endroits, des revendications dépassant le "reclassement" de leur fonction ont été agitées par les postiers ; il est un fait que certains travailleurs ont accueilli l'ordre de reprise du travail avec réticence. Mais ces tendances élémentaires ne se sont nulle part manifestées par des actions collectives. La bourgeoisie a estimé qu'elle était suffisamment maîtresse de la situation, que le prolétariat était assez bien soumis aux différentes idéologies de la bourgeoisie, en un mot que le cours vers la guerre impérialiste était assez avancé pour qu'elle puisse organiser sa manœuvre sans danger. Nous ne voyons pas que les événements aient démenti ce calcul de la bourgeoisie. Et cela est le premier enseignement de la grève.

Le deuxième enseignement est que, dans la situation actuelle, les manœuvres des différents clans bourgeois préparant la guerre impérialiste peuvent très bien se présenter sous la forme de mouvements "sociaux" et que des mouvements en apparence purement revendicatifs des travailleurs peuvent être fomentés de cette façon par la bourgeoisie.

Enfin un dernier enseignement est que même des mouvements extra syndicaux, même des formes d'organisation plus ou moins antisyndicales peuvent être utilisées par les manœuvres de la bourgeoisie. En un mot, rien n'est sauvé, rien n'est à l'abri d'un camouflage de la guerre impérialiste ou de sa préparation sous des aspects "sociaux".

Cela ne saurait surprendre ceux qui ont médité les enseignements de la guerre d'Espagne de 1936-39 où des mouvements encore bien plus radicaux, allant jusqu'à l'expropriation des capitalistes, ont été utilisés par la bourgeoisie "antifasciste" en vue d'engager le prolétariat dans la guerre impérialiste. TOUT DEPEND DU RAPPORT DES FORCES DE CLASSES. Dans la situation actuelle qui recommence sous des formes à peine modifiées les événements de la période 1936-39 – dans une période où le rapport des forces de classes est favorable à la bourgeoisie et où celle-ci utilisera de plus en plus le camouflage "social" de ses conflits internes – il n'est pas inutile de rappeler ces vérités fondamentales aux ouvriers et aux camarades qui, faute de les comprendre, risquent dans un avenir prochain de prendre l'éclatement de la guerre impérialiste pour le début de la Révolution.

M.

---

<sup>1</sup> La Conférence de la paix entre les puissances alliées et associées s'est tenue à Paris du 25-04 au 15-10 1946. Une première conférence à quatre (États-Unis, France, GB et URSS, du 25 avril au 12 juillet) est suivie d'une seconde conférence à 21 (29 juillet/15 octobre) Un traité de paix a été signé avec la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, l'Italie et la Roumanie le 10 février 1947 à Paris